



Jeunes UDC-Vaud

Rue de la Louve 1

1003 Lausanne

www.udc-vaud.ch/jeunes

jeunes@udc-vaud.ch

CONFERENCE DE PRESSE QUEL MESSAGE DONNER AUX JEUNES ?

Lausanne, le 21 octobre 2008

Madame, Monsieur,

L'un des principaux rôles de l'Etat est la protection des individus, tant contre les tiers que contre eux-mêmes. Nos lois ont un effet dissuasif puis répressif si nécessaire que le législateur suisse a voulu face à certains comportements. Dans ce contexte, quel message la dépénalisation du cannabis enverrait-elle principalement aux jeunes ?

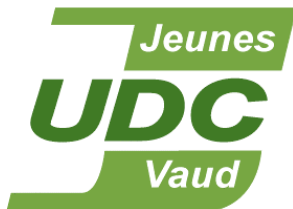
Les abus et manquements de cette partie de la population sont d'ores et déjà montrés du doigt de manière presque quotidienne. Botellón, échecs scolaires croissants, violences et autres comportements inexplicables sont devenus une réelle source d'inquiétudes du côté des parents comme du côté des autorités.

Tous mouvements politiques confondus, la politique actuelle recherche des solutions pour sortir la jeunesse de cette impasse. Refonte du système scolaire, répression plus forte de la délinquance juvénile ou autres programmes tentent de comprendre et d'aider cette génération qui exprime son malaise dans une société qu'elle ne comprend pas et qui ne la comprend plus. Dans un tel contexte, il n'est pas admissible de dépénaliser cette drogue. Cela reviendrait à donner un nouveau moyen aux jeunes de se détruire.

Certes, la consommation de cette drogue dite « douce » est déjà très répandue mais les violences conjugales aussi, faut-il pour autant légaliser ces deux délits ? Par ailleurs, le fait que le cannabis ne soit pas légal évite certainement qu'un grand nombre essaie, voire continue à consommer.

En effet, réussir à se procurer cette substance, puis la consommer, n'est pas à la portée de chacun alors qu'une légalisation permettrait de se fournir sans autre. En outre, le côté illégal en retient une partie. Une dépénalisation donnerait à ces derniers un signal positif qui leur permettrait d'essayer voire de devenir accroc sans mauvaise conscience.

Il est donc clair qu'une légalisation du cannabis étendrait le nombre de consommateurs. On peut se demander si cela est souhaitable face aux dégâts psychiques et intellectuels provoqués par cette drogue, sans parler de la dépendance qui peut déboucher sur une toxicomanie plus lourde. Tant d'effets négatifs dans quel but ? Le contrôle d'un marché qui verra certainement apparaître un marché « noir » hors taxe et avec plus de THC en parallèle ? La société se rend actuellement compte de ses erreurs passées. Elle a autorisé des comportements, tabagisme, pollution et autres, qui n'ont fait que nuire à l'être humain. Il est temps de tirer quelques leçons de ce laxisme aveugle, d'apprendre des erreurs passées. Ne banalisons pas un comportement dont nous connaissons les nuisances uniquement parce qu'il est répandu.



Jeunes UDC-Vaud

Rue de la Louve 1

1003 Lausanne

www.udc-vaud.ch/jeunes

jeunes@udc-vaud.ch

Par ailleurs, une légalisation de ce genre ôte tout crédit à l'Etat. En effet, on ne peut pas mener des campagnes de prévention dans les écoles en montrant les ravages du cannabis puis annoncer que finalement la consommation est autorisée. Il n'est pas non plus admissible de lutter avec acharnement contre la fumée ou autres addictions avant d'en autoriser une nouvelle.

L'Etat doit prendre ses responsabilités et continuer d'envoyer en message prônant l'abstinence. Il ne faut pas abandonner les jeunes à eux-mêmes mais continuer à les protéger contre cette drogue qui par définition est quelque chose de néfaste. La cohérence de la politique actuelle ainsi que l'état psychique et intellectuel de la génération de demain en dépendent. A nous de décider quel message envoyer.

Les Jeunes UDC Vaud

La présidente de la section de Broye-Vully

Aurore Estoppey



Jeunes UDC-Vaud

Rue de la Louve 1
1003 Lausanne
www.udc-vaud.ch/jeunes
jeunes@udc-vaud.ch

CONFERENCE DE PRESSE

NE PLUS VOILER LA REALITE EN NATURALISANT DES CRIMINELS

Lausanne, le 21 octobre 2008

Madame, Monsieur,

Le 30 novembre le peuple suisse va devoir se prononcer sur la révision de la loi sur les stupéfiants. En cas d'acceptation de cette dernière, les modifications qui seront ancrées dans la loi seraient les suivantes : la prévention, la thérapie et la réinsertion, la réduction des risques et l'aide à la survie et comme dernier point le contrôle et la répression.

Voilà pourquoi les Jeunes UDC Vaud pensent qu'il serait nécessaire de refuser cette loi. Premièrement, elle mènerait vers une politique inefficace et un laissé-faire contre les drogues. De plus n'oublions pas que ce problème de la drogue a un coût. En effet selon l'Université de Neuchâtel, les coûts sociaux de l'abus des drogues se chiffrent à 4 milliards de francs par année.

Il faut aussi dire que ce n'est pas à l'Etat de distribuer de la drogue mais plutôt d'aider ces personnes à vaincre leur dépendance. L'Etat essaie ainsi de se cacher derrière un problème au lieu de l'affronter. Notre politique des drogues de ces dernières années est un échec et pourtant avec cette loi, nous allons l'aggraver encore plus. Avec cette révision, l'administration officielle d'héroïne à des toxicomanes serait étendue à la cocaïne ainsi qu'à d'autres stupéfiants. Mais en plus la Confédération aura le pouvoir d'imposer aux cantons des locaux d'injection et de mettre sur pied de la distribution de stupéfiants. Ce pouvoir porterait gravement atteinte au fédéralisme suisse.

La consommation et le trafic de drogues seraient moins sanctionnés qu'aujourd'hui. En effet, aujourd'hui déjà, une grande partie des toxicomanes sont incapables de travailler et vivent aux frais de la collectivité (aide sociale, AI, etc.).

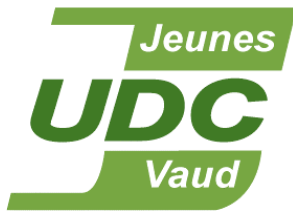
L'objectif d'une politique visant l'abstinence, tout à fait réaliste, a été complètement abandonnée au cours de ces dernières années par les autorités responsables. C'est pour cela que les Jeunes UDC Vaud s'engagent activement contre cette loi. Protégeons la jeunesse, au lieu de l'aider à se détruire. De plus, ce n'est pas au peuple suisse de payer pour la distribution de drogues et l'entretien à l'aide sociale. Il est plutôt de notre devoir de les aider à sortir des méfaits de la drogue.

La Suisse est un pays où il fait bon vivre, alors à nous d'éviter que cela change, en se battant contre les drogues, contre les dealers, en refusant cette loi le 30 novembre 2008. Le slogan des Jeunes UDC Vaud est "Qui veut l'avenir, vote l'avenir", a nous de nous engager pour un avenir meilleur et surtout un avenir sans drogue.

Les Jeunes UDC Vaud

Le président de la section de Morges

Kevin Hynes



Jeunes UDC-Vaud

Rue de la Louve 1
1003 Lausanne
www.udc-vaud.ch/jeunes
jeunes@udc-vaud.ch

CONFERENCE DE PRESSE **REVISION DE LA LOI SUR LES STUPEFIANTS : NON**

Lausanne, le 21 octobre 2008

Madame, Monsieur,

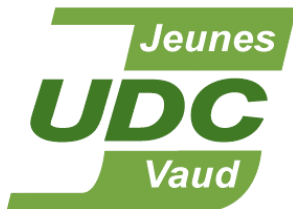
Depuis des années déjà, les Jeunes UDC Vaud dénoncent le laxisme envers le problème de la drogue en Suisse. Aujourd'hui, nous nous retrouvons face à une problématique de taille. En effet le 30 novembre prochain, nous allons voter sur deux sujets nationaux qui, s'ils devaient être acceptés, mèneraient notre pays vers une banalisation de la drogue. En tant que plus grand parti de jeunes de notre canton, nous avons le devoir de combattre ces lois qui seraient totalement irresponsables pour le futur de notre jeunesse. C'est pour cela que nous devons nous interroger sur quel type de société nous désirons dans l'avenir. La voulons nous responsable, saine et limpide ou dégradée et nauséabonde ?

Les Jeunes UDC Vaud préfèrent largement la première solution, et c'est pour cela que pour combattre ces lois nous mettons en avant le slogan « Les Jeunes UDC Vaud, une dose de bon sens ! ». Il s'agit ici de bien plus que d'un simple jeu de mots. Nous pensons en effet qu'il serait totalement dépourvu de bon sens de mettre à disposition de notre jeunesse et de notre société un poison tel que le cannabis. Une drogue soit disant douce qui tout de même amène à une perte de motivation au travail et à l'école mais aussi à des problèmes psychiques et physiques sur le moyen long terme. Pour avoir une société saine, nous devons combattre toute drogue, et cela malgré le fait que certains la considèrent comme douce.

Les partisans du oui aiment utiliser des arguments tels que celui que la marijuana serait pas plus nocives que la cigarette. Nous pouvons discuter de cela, mais si nous regardons les problèmes que nous amène le tabac, il serait illogique et irresponsable de mettre un nouveau poison sur le marché et dans les mains de proies faciles. De nos jours certains jeunes ont encore peur, et c'est bienheureux, de consommer du cannabis justement parce que c'est illégal. En le dépénalisant, cette crainte tomberait et plus rien ne pourrait barrer la route à la consommation de joints. Notre société a le devoir de se protéger elle-même des dangers de la drogue et non pas de banaliser sa consommation comme si c'était une normalité d'être drogué.

Si l'on en vient à la révision de la loi sur les stupéfiants avec son fameux système des quatre piliers, nous nous rendons compte que malheureusement pas les quatre furent appliqués jusqu'à nos jours. En effet, on veut nous faire croire que la répression contre le trafic de drogue a échoué en Suisse, mais comment le savoir vu que répression il n'y en a jamais eu ? J'en veux pour preuve le fait que selon Thierry Cretin, auteur de plusieurs ouvrages traitant des mafias dans le monde, la Suisse serait depuis le début des années 90 devenue la plate-forme européenne de la drogue et que le centre névralgique de mouvements mafieux comme la mafia kosovare serait la Suisse. Pourquoi ? Et bien simplement parce que nos lois permettent à ces groupuscules de faire leur trafic sans que la police ne puisse intervenir correctement faute du manque de lois pouvant leur permettre de réprimander ce marché.

Le 30 novembre prochain nous allons nous retrouver face à deux sujets mais une seule et unique problématique : le futur de notre société.



Jeunes UDC-Vaud

Rue de la Louve 1

1003 Lausanne

www.udc-vaud.ch/jeunes

jeunes@udc-vaud.ch

Pour cela nous déployons divers moyens. Tout d'abord nos affiches qui comportent notre slogan et un grand NON écrit avec des rails de cocaïne. Puis nous allons distribuer sur les nombreux marchés que nous allons tenir à Lausanne, Yverdon, Nyon, Morges et Vevey, des stylos en forme de seringue en invitant la population à combattre ces deux lois. De plus notre présence médiatique sera marquée par des communiqués de presse et des courriers de lecteurs dans les divers quotidiens nationaux et régionaux. En plus de cela, nous allons utiliser les moyens mis à disposition par l'UDC Suisse. Notre présence sur le terrain sera grande. Elle est importante car une partie de l'avenir de notre société dépend de ces votations et nous tenons à ce que notre jeunesse continue à vivre au sein d'une population pourvue de bon sens.

Les Jeunes UDC Vaud

Le secrétaire général

Michele Losa



Jeunes UDC-Vaud

Rue de la Louve 1
1003 Lausanne
www.udc-vaud.ch/jeunes
jeunes@udc-vaud.ch

CONFERENCE DE PRESSE

L'HEURE DU CHOIX, PRENEZ UNE DOSE DE BON SENS !

Lausanne, le 21 octobre 2008

Madame, Monsieur,

Le 30 novembre, il s'agit d'un choix de valeurs. Face à l'irresponsabilité des partis de la gauche, il est nécessaire que nous nous levions et que nous nous exprimions pour sauvegarder nos conditions de vie. Une fois de plus les Jeunes UDC se retrouvent seuls face aux autres partis pour faire entendre la voix de la raison et du bon sens. Le 30 novembre se sont deux énormes NON indélébiles qu'il s'agit de faire sortir des urnes.

Les Jeunes UDC votent en faveur d'une politique des trois piliers ; prévention, répression, abstinence. Le modèle utilisé pour lutter contre l'alcoolisme au volant devrait davantage inspirer nos autorités. Une solide prévention routière accompagnée d'une sévère répression a conduit à une abstinence dont les effets positifs se sont reflétés sur la baisse d'accidents graves et mortels. La prévention contre les drogues, déjà présente, doit être renforcée, il s'agit ensuite de dissuader le consommateur et le revendeur de posséder, de consommer et de revendre des substances illégales par des mesures de répression dissuasives (privations de libertés, amendes, selon les cas, retraits du permis de conduire, renvois des étrangers, dénonciations à l'employeur) et de diriger les toxicomanes vers des centres tels que l'Institut du Levant à Lausanne ou celui des Rives du Rhône à Sion dont le taux de réussite à l'abstinence est de 80%. Contrairement à la politique officielle, celle-là aurait le mérite d'être efficace.

Les autorités mettent une fois de plus les contribuables à l'index. Pour financer les drogués, elles taxent le citoyen lambda qui se lève chaque jour pour se rendre au travail et qui voit les coûts sociaux prendre l'ascenseur. Par exemple, la volonté de diminuer les primes d'assurances-maladies ne va pas de pair avec la libéralisation des drogues. Non seulement le citoyen paie pour entretenir le toxicomane dans sa dépendance mais comme ce toxicomane ne vas jamais retrouver ses capacités, le citoyen lambda continuera à payer et à voir son pouvoir d'achat diminuer.

Il y a quatre fois plus de dépressifs, donc invalides et malades, qui sont consommateurs de drogues que de non consommateurs. Comment les partisans de ces projets anticipent les conséquences multiples sur la société ? Par exemple sur l'AVS ? En 2035, il y aura un rentier pour deux actifs. En acceptant ces projets, n'aura-t-on pas un rentier et un dépressif pour un actif ? La solidarité exige de tous un effort au profit de la collectivité et en soutenant ces deux projets pourris, les drogués continueront à être pris en charge et le citoyen contribuable actif restera la vache à lait de ces privilégiés du système social.

L'heure du choix a sonné et le bon sens veut que notre pays balaie les drogues de sa société et y remplace l'humain, son travail et sa prospérité au centre de ses préoccupations. C'est ça l'avenir dont les jeunes rêvent.

Les Jeunes UDC Vaud

Le président

Kevin Grangier